

Journal of European Integration History

Revue d'Histoire de l'Intégration Européenne

Zeitschrift für Geschichte der europäischen Integration

Edited by

The European Union Liaison
Committee of Historians

Contents

Elena DANESCU

**A Pragmatic Visionary Through a Century of
Change – Pierre Werner**

Giuliana LASCHI

**Durable dans les attentes, non durable dans la
réalité: le développement durable de la PAC
à l'épreuve des faits, 1957-2008**

Deborah CUCCIA

**The Genscher-Colombo Plan: A forgotten page in
the European Integration History**

Jacopo CELLINI

**The Idea of Europe at the Origins of the European
People's Party. The Making of the European
Manifesto and of the EPP's Political Programme**

Matthew BROAD

**Ignoring Europe? Reassessing the British Labour
Party's Policy towards European Integration, 1951-60**

*Hilde REIDING, Joachim WINTZER, Thorsten BORRING
OLESEN, Marloes BEERS, Valentine LOMELLINI*

**The intricate question of European democracy:
national parliamentary debates on the European
Elections Act of 1976**

*Kiran Klaus PATEL, Alexandros SIANOS, Sophie
VANHOONACKER*

**Does the EU Have a Past? Narratives of European
Integration History and the Union's Public
Awareness Deficit**

Nadjib SOUAMAA

**L'OIT et les nouveaux États africains (1945-1963):
un régionalisme de transition face au défi de la
décolonisation**

1 2018

Volume 24
ISSN 0947-9511



Nomos

JOURNAL OF EUROPEAN INTEGRATION HISTORY

The purpose of The Journal of European Integration History is to encourage the analysis and understanding of different aspects of European integration, especially since 1945, in as wide a perspective as possible. The Journal publishes the conclusions of research on diplomatic, military, economic, technological, social and cultural aspects of integration. Numbers devoted to single themes as well as to diverse subjects are published in English, French or German. Each number includes reviews of important, relevant publications.

REVUE D'HISTOIRE DE L'INTÉGRATION EUROPÉENNE

L'objectif de la Revue d'histoire de l'intégration européenne est de promouvoir l'analyse et la compréhension des différents aspects de l'intégration européenne particulièrement depuis 1945, mais sans exclusive. La Revue publie les résultats des recherches sur les aspects diplomatiques, militaires, économiques, technologiques, sociaux et culturels de l'intégration. Les numéros à thème ou ceux ouverts à diverses perspectives sont publiés dans l'une des langues suivantes: anglais, français, allemand. Chaque numéro comprend des comptes rendus d'ouvrages importants.

ZEITSCHRIFT FÜR GESCHICHTE DER EUROPÄISCHEN INTEGRATION

Die Zeitschrift für Geschichte der europäischen Integration bietet ein Forum zur Erforschung des europäischen Integrationsprozesses in allen Aspekten: den politischen, militärischen, wirtschaftlichen, technologischen, sozialen und kulturellen. Ihren Schwerpunkt bilden Beiträge zu den konkreten Einigungsprojekten seit 1945, doch werden auch Arbeiten zu den Vorläufern und Vorbereitungen publiziert. Die Zeitschrift erscheint zweimal im Jahr. Neben Themenheften stehen „offene“ Ausgaben, und jedesmal werden auch Besprechungen wichtiger Neuerscheinungen veröffentlicht. Die Beiträge eines internationalen Autorenkreises erscheinen in englischer, französischer oder deutscher Sprache.

given the very different Nordic approaches to the EC membership issue. Still, there was a chance that a Nordek might be established all the same without any EC strings, which rather, according to the Labour analysis, threatened to push Norden into a more general neutralist bloc formation dominated by Sweden. The general analysis of this incident in the book is sound, although it misses some important points, which may be attributable to the author wanting to reference as much literature as possible instead of basing his analysis on the most profound research. The Finnish approach to Nordek was much more complex than described at p.218, and it is not correct that it became more difficult to hold the SD together in the light of the failure of the collapse of Nordek in 1970. Rather, the failed Nordek attempt made it easier for the SD leadership during the referendum campaign to counter the appeals by EC sceptics to Nordic solidarity by pointing out that Nordek precisely had shown the limitations of Nordic cooperation and thus demonstrated that there was no Nordic alternative to Europe.

In summary Broad's book is a fine accomplishment which sets an example on how government centred analysis can be hugely enriched by supplementing it with a transnational approach that moves beyond and below the state level – and still helps us to understand government agency. Would anyone attempt to do a comprehensive historical analysis now or in the future on the Brexit process this will be an absolute must. Broad has already paved a way to follow.

Thorsten Borring Olesen
Aarhus University

Michel AGLIETTA, Nicolas LERON, *La double démocratie. Une Europe politique pour la croissance*, Le Seuil, Paris, 2017, 208 p. – EAN 9782021342697 – 20,00 €

Ces dernières années, l'Europe vit une période sombre, dominée par les effets d'une crise systémique multidimensionnelle – économique, financière, sociale, environnementale et géopolitique et par l'inquiétude des populations, doublée du désarroi des élites politiques. L'offensive des populismes, le glissement vers l'autoritarisme, la recrudescence des nationalismes ont conduit au repli sur soi, au délitement de la solidarité et à une méfiance grandissante pour faire avancer le projet européen commun. La crise des migrants et le Brexit (présageant peut-être d'un effet domino), en font largement preuve. Au niveau mondial, les convulsions apportées par les dernières élections américaines, l'avènement des puissances continentales en Asie et l'éveil de l'Afrique bouleversent ce qui reste de l'ordre international du XX^e siècle.

En même temps, dans cet environnement globalisé, les limites du modèle économique traditionnel sont devenues évidentes, en proie d'une «stagnation séculaire» (utilisée pour la première fois par Alvin Hansen dans son article *Economic Progress and Declining Population Growth*, in: *American Economic Review*, 1939, la notion désigne une situation économique où l'essoufflement conjugué du progrès économique et de la croissance démographique conduisent à un ralentissement

économique; depuis 2013, le terme est systématiquement employé dans les analyses de l'économie mondiale réalisées par le FMI). L'économie mondiale démontre une incapacité persistante à réaliser simultanément le plein emploi, à contenir l'inflation et à assurer une stabilité financière durable. L'innovation technologique bouleverse la vie en société et réclame un nouveau type de croissance, avec de nouvelles institutions régulatrices et de nouveaux comportements humains. Émerge ainsi un nouveau modèle, centré sur des biens publics globaux, sur l'importance de ce qui est «commun» à l'humanité (ressources, nature, environnement, etc.), en dépit des contradictions qui la déchirent.

Sur cette toile de fonds, Michel Aglietta – professeur émérite à l'Université Paris-Ouest et conseiller au Centre d'études prospectives et d'informations internationales (CEPII) et à France Stratégie –, et Nicolas Lerron – chercheur associé au Centre d'études européennes de Sciences Po, président du *think tank* EuroCité et président du site de critiques Nonfiction – s'attellent à une analyse interdisciplinaire placée dans une perspective historique, avec l'objectif d'expliquer pourquoi l'Europe est plus gravement atteinte par ces phénomènes que les autres régions du monde et d'identifier les moyens d'ouvrir de nouvelles perspectives au projet européen. Le constat des auteurs est sans appel: l'Union européenne et la zone euro sont aujourd'hui dans une impasse. Parmi les principales causes, ils identifient l'impuissance publique, les interdépendances négatives entre les États membres et le caractère incomplet de l'UEM. Ils mettent également en lumière une crise de la méthode de l'intégration européenne, vu que le postulat de l'engrenage, ou encore celui des petits pas prôné par Jean Monnet semblent avoir épuisé toutes leurs potentialités.

Il faut reconnaître que l'examen de la crise de la zone euro s'est montrée incapable de fournir les réponses quant aux solutions à mettre en œuvre. Aussi, l'analyse macroéconomique s'est-elle gardée, en vertu du principe de la neutralité de l'économie, de toute articulation avec la question de la légitimité politique. Voilà pourquoi «l'horizontalité néo-fonctionnaliste heurte de plein fouet la verticalité du politique». S'y rajoute une certaine crise du leadership européen, et «après l'épopée des pères fondateurs et la relance européenne des hommes d'État s'offre à nos yeux la fébrilité inquiète des gestionnaires de crises» (p.9.). Dans ces circonstances, y-a-t-il une solution? La réponse est affirmative et les auteurs l'envisagent sous forme de la refonte du pacte politique et d'un nouvel acte fondateur européen, comme le furent en leur temps l'institution du marché commun ou la création de l'euro. Aglietta et Leron considèrent qu'un tel acte serait l'adoption d'un budget européen alimenté par des ressources financières propres et qui permettrait à la fois de fonder un ordre politique nouveau et d'alimenter une croissance durable. Dans la construction de leur raisonnement, ils considèrent trois volets – politique, économique et juridique –, la primauté revenant au politique. Ce domaine demeure le cœur du système de l'UE, car «relié de manière constitutive à la monnaie, à la dette, au budget et à la souveraineté juridique». Ils militent ainsi pour l'avènement d'une «Europe puissance publique», dotée d'une réelle capacité d'action assortie à la «puissance», et pas seulement d'une compétence d'action, conférée par la souveraineté juridique. La puissance publique communautaire sera de nature à revitaliser les démocraties nationales, y compris par le

partage des responsabilités politiques entre ces deux niveaux. C'est ça, la «double démocratie».

L'argumentaire des auteurs est articulé autour de deux constatations qui donnent également la structure de l'ouvrage. Il s'agit de «l'entropie du système politique européen», ainsi que de «l'éclipse du souverain en zone euro». Ils proposent des pistes pour «fonder la démocratie européenne et recouvrer la puissance publique», avant de montrer le chemin pour «retrouver la dimension historique du projet européen». Malgré ses efforts d'améliorer ses divers outils représentatifs et participatifs (ce que les traités témoignent), l'UE n'a réussi pas à faire émerger une réelle légitimité démocratique. La primauté du droit communautaire sur les États membres a souvent imposé à l'opinion publique, aux citoyens, des choix qui n'étaient pas les leurs, d'où l'échec à connecter les préférences politiques des citoyens avec le processus décisionnel. En guise de preuve, Aglietta et Leron pointent l'incapacité de l'UE à harmoniser les législations nationales dans des domaines clé tels que la fiscalité ou le droit du travail. La concurrence réglementaire à laquelle les États membres se livrent à présent n'est autre chose que l'expression du déficit démocratique structurel dans l'UE. Ils estiment qu'une «constitution économique européenne» saine doit être fondée sur un fonctionnement effectif de la libre concurrence au sein du marché unique, la libre circulation des citoyens et l'orthodoxie monétaire et budgétaire inscrite dans les traités.

Quant à «l'éclipse du souverain en zone euro», les auteurs démontrent la rupture du lien entre souveraineté et monnaie européenne. Adopté par dix-neuf États membres, l'euro ne repose ni sur une communauté politique, ni sur un État fédéral souverain («une indétermination structurelle de la souveraineté dans l'UE»). Le «souverain par défaut» est la Banque centrale européenne (BCE), à qui incombe la responsabilité de l'intégrité de l'euro, alors que les États membres sont engagés dans une gouvernance intergouvernementale. La zone euro ne dispose ni de finances publiques communautaires, ni d'un budget fédéral, ni d'une autorité (un parlement, par exemple) capable de maîtriser ce processus à l'échelle européenne, y compris d'opérer des transferts budgétaires entre les États membres. «L'État doit avoir toujours la capacité ultime de monétiser sa dette, donc de la mettre hors marché». En réalité on a misé sur l'autorégulation des marchés, dont la philosophie libérale avait permis une européanisation progressive des politiques publiques dans les États membres. Mais les leçons de la crise, surtout dans un contexte de libéralisation financière accélérée, montrent que ce n'est pas la bonne solution. L'autorégulation engendre de profonds déséquilibres structurels, notamment en matière de balance des paiements entre pays créanciers et débiteurs, ainsi qu'une forte polarisation économique Nord-Sud. À ce propos, notons le caractère visionnaire du design de l'UEM tel que prévu par le rapport Werner du 8 octobre 1970, qui envisageait l'union politique comme facteur constitutif indispensable de la monnaie unique européenne.

Face à ces constats, Aglietta et Leron imaginent un scénario qui, en refusant une fuite fédérale en avant et en évitant un retour en arrière, proposent une troisième voie pour l'UE – «la double démocratie». Il s'agit d'un engrenage comprenant une Europe

de la puissance dans le cadre d'une réelle démocratie des États membres. Ceci suppose l'existence d'un budget européen («si la création de la monnaie unique fut possible, alors l'institution d'un budget européen doit l'être»), nourri par des ressources fiscales supranationales, permettant de faire des choix concrets d'investissement et de stimuler une croissance inclusive. Ainsi, pour «retrouver la dimension historique du projet européen», les auteurs avancent une série de propositions concrètes: un budget européen de 3,5% du PIB (aujourd'hui de 1%) issu de ressources fiscales propres; une capacité à s'endetter sur les marchés financiers internationaux sous la forme d'euro-obligations (euro-bonds); une fonction d'investissement en dernier ressort (dans le cadre d'un programme articulant investissement public et investissement privé); une réforme de la gouvernance budgétaire européenne (avec notamment la création d'une agence budgétaire européenne qui évaluerait les budgets nationaux au titre de la régulation contra-cyclique); la promotion du rôle des banques publiques de développement et des investisseurs financiers responsables (p.193).

Né de la collaboration de deux scientifiques réputés – un économiste qui a fait de l'analyse de l'euro son domaine de prédilection, et un politiste – ce livre a le mérite de dresser non seulement une analyse pertinente de la situation actuelle de l'Europe dans un contexte global en pleine mutation, mais surtout de proposer des réponses multidisciplinaires (avec une dimension politique, économique, juridique et doctrinaire) et des solutions alternatives, pour que l'édification d'un avenir meilleur puisse être possible. Toutefois, les auteurs ne creusent pas davantage les obstacles politiques qui pourraient miner la mise en œuvre de leur scénario, ni les moyens de les dépasser, réservant, peut-être, ces sujets pour leur prochaine collaboration. Grâce à un fin raisonnement intellectuel et à une argumentation soignée, cet ouvrage est une invitation à débattre des nouvelles voies que le projet européen pourra emprunter, ainsi qu'une incitation à l'engagement participatif citoyen

Dr Elena Danescu,
Luxembourg Centre for Contemporary and Digital History

Jacques SANTER, Georges GOEDERT, Charles BARTHEL, Corinne SCHROEDER, 60 ans Traités de Rome. Nos cahiers. Lëtzebuurger Zäitschrëft fir Kultur, 3/4(2017) numéro spécial, Éds Saint-Paul, Luxembourg, 2017, 255 p. – ISSN: 1012-3822 – 39,00 €

Die Frage nach dem Sitz der europäischen Institutionen war für kein anderes Mitgliedsland der Europäischen Union so bedeutsam wie für Luxemburg. Das ist verständlich, wenn man sich vor Augen führt, dass das Verhältnis zwischen (potentieller) Größe der Institutionen und Einwohnerzahl auch in keinem anderen Land einen ähnlich hohen Quotienten erreichte. Es ist daher nur folgerichtig, dass die „Luxemburger Zeitschrift für Kultur“ in ihrer Spezialausgabe zum 60. Jahrestag der Unterzeichnung der Römischen Verträge eine umfangreiche Untersuchung zu der Frage veröffentlicht, wie Luxemburg zu den europäischen Institutionen kam, die bis heute in der Hauptstadt des kleinsten Gründungsmitglieds ihren Sitz haben (Europäischer Ge-

rich
Eur

son
sitz
we
ver
grü
na
wo
sch
stre
Ve
dig
stir
ern

xer
am
ner
EU
zip

sic
bis
spi
Br
de
er
he
na
Ni
br
un

Pr
ali
W
kü
la
re
ei
m